

## AGENCE REGIONALE DE LA BIODIVERSITE DE NOUVELLE-AQUITAINE

### Conseil d'administration n° 11 Séance du 13 mars 2025

#### Délibération n°ARBNA-2025-60

**Objet : Modalités indemnisation des congés non pris en cas de cessation définitive de la relation de travail pour les agents fonctionnaires et contractuels**

#### **DATE DE LA CONVOCATION : 11-02-25**

Administrateurs PRESENTS :	Région nouvelle Aquitaine : Guillaume RIOU, Sophie WEBER, Eric SOULAT Office Français Biodiversité : Emmanuel DIDON Direction Régionale Environnement Aménagement Logement : Vincent DORDAIN (délégation de pouvoir de la part de M. PELLETANGE) Agence de l'Eau Adour Garonne : Nicolas ILBERT Conseil Départemental 24 : Florence GAUTHIER Parc Naturel Régional Millevaches : Catherine HORNEBECK Grand Poitiers : Dany COINEAU Centre National Propriété Forestière Nouvelle Aquitaine : Mme Luana MARQUANT (délégation de pouvoir de la part de M. DELEBECQUE) Conservatoire Botanique National Sud Atlantique : Coralie PRADEL France Nature Environnement Nouvelle Aquitaine : Serge URBANO Union Régional Conseil Architecture Urbanisme et Environnement : Yannick COULAUD Réserves Naturelles de France : Kévin LELARGE Fédération Régionale des Chasseurs : Jean Francis SEGUY Fédération Régionale de l'Agriculture Biologique : Jérôme KELLER Soltena : Valérie HOUMEAU Représentant du personnel : Valentin COGNARD
Administrateurs ABSENTS ou EXCUSES :	Conseil Départemental 33 : Carole GUERE Biosena : Pascale GARCIA Ligue Protection Oiseaux : Olivier LE GALL Conservatoire Espace Naturel : Jean Michel CLEMENT Comité Régional Pêches Maritimes et Elevages Marins Nouvelle Aquitaine : Serge LARZABAL Association Régionale Pêche et Protection des Milieux Aquatiques en Nouvelle Aquitaine : Gilles BRICHET Chambre Régionale d'Agriculture Nouvelle Aquitaine : Joël BIALOUX Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel : Marie BARNEIX
INVITES	Région Nouvelle Aquitaine : Anne Sophie CHAPLAIN, OFB : Véronique CESARI, DREAL : Vincent DORDAIN et Marie ROZAT, CD 24 : Cathy PRIGENT, CD 33 Franck UTEAU, ARB NA : Géraldine SIMON, Yvonnick GUINARD, Emilie MARTINEAU, Tiffany HERAUD LEGER

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n°85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux, notamment l'article 5,

Vu la directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail,

M. Guillaume RIOU expose au Conseil d'Administration qu'en principe, le statut de la fonction publique territoriale ne permet pas, pour des congés non pris, de verser une indemnité compensatrice.

Ainsi, les congés annuels non pris avant la fin de la relation de travail du fait de la maladie doivent faire l'objet d'une indemnisation (*Cour administration d'appel de Bordeaux 13 juil. 2017 n°14BX03684*), dans les limites suivantes :

- l'indemnisation maximale est fixée à 20 jours maximum par année civile pour 5 jours de travail par semaine,
- l'indemnisation se fait selon une période de report limitée à 15 mois après le terme de l'année au cours de laquelle les congés ont été générés.

Aucune disposition réglementaire, ou décision jurisprudentielle, n'apporte d'indication quant aux modalités de calcul de cette indemnité. La seule disposition qui organise l'indemnisation des congés annuels non pris, est celle de l'article 5 du décret n°88-145 du 15 février 1988, qui pour les agents non titulaires de droit public de la FPT, indique :

- l'agent qui n'a pu bénéficier d'aucun congé annuel (au titre de l'année), perçoit une indemnité compensatrice égale au 1/10ème de la rémunération totale brute qu'il a perçue lors de l'année en cours,

*Les éléments à inclure à la base de calcul sont les éléments de salaire qui rémunèrent une période travaillée.*

*Par ailleurs, les primes qui n'ont pas de caractère obligatoire comme une prime exceptionnelle par exemple sont à exclure de la base de calcul.*

*Les primes annuelles ou trimestrielles couvrant des périodes de travail et des périodes de congé payés et dont le montant ne serait pas impacter par la prise de congés payés comme la prime de 13ème mois par exemple sont également à exclure.*

*À noter également que les retenues d'absence ainsi que les retenues d'Indemnités Journalières de Sécurité Sociale (IJSS) pour les absences qui n'impactent pas l'acquisition des congés payés (maternité, paternité et accueil du jeune enfant, accident de travail, maladie professionnelle, activité partielle, ...) ne doivent pas être incluses dans la base de calcul des congés payés.*

- cette indemnité est proportionnelle au nombre de jours dus et non pris, lorsque seule une partie des congés annuels a pu être prise,
- cette indemnité ne peut être inférieure au montant de la rémunération que l'agent aurait perçue pendant la période des congés annuels dus et non pris,
- cette indemnité est soumise aux mêmes retenues que la rémunération de l'agent.

Les agents qui n'ont pas pu prendre tous leurs congés avant la cessation de la relation de travail, pour des motifs indépendants de leur volonté et tirés de l'intérêt du service, ont également droit au paiement de ces congés (*Cour administrative d'appel de Marseille, 6 juin 2017, n°15MA02573*).



Enfin, le juge européen reconnaît, pour les congés annuels non pris en raison du décès de l'agent, une indemnisation en faveur de ses ayants droit (*Cour de justice de l'Union européenne, 6 novembre 2018, affaires jointes C 569/16 et C 570/16*).

## DECIDE

**D'autoriser l'indemnisation des congés annuels non pris lors de la cessation définitive de la relation de travail en raison de la maladie, de motifs tirés de l'intérêt du service ou du décès (indemnisation en faveur de ses ayants droits) de l'agent fonctionnaire ou contractuel.**

**D'appliquer les mêmes modalités que celles prévues à l'article 5 du décret n°88-145 : Lorsque l'agent n'a pu bénéficier d'aucun congé annuel, l'indemnité compensatrice est égale au 1 / 10 de la rémunération totale brute perçue par l'agent lors de l'année en cours.**

**Lorsque l'agent a pu bénéficier d'une partie de ses congés annuels, l'indemnité compensatrice est proportionnelle au nombre de jours de congés annuels dus et non pris.**

**L'indemnité ne peut être inférieure au montant de la rémunération que l'agent aurait perçue pendant la période de congés annuels dus et non pris.**

**L'indemnité est soumise aux mêmes retenues que la rémunération de l'agent**

*Exemple :*

*Rémunération brute mensuelle : 2000€ pour une cessation d'activité au 31/12/2024, avec un contrat débutant au 01/01/2024 (soit 12 mois), 25 jours congés acquis sur l'année et aucun n'a été pris.*

*Rémunération brute annuelle :  $2000 \times 12 = 24000\text{€}$*

*Indemnité congés payés :  $24000/10 = 2400\text{€}$*

*Si le salarié a pris 15 jours sur les 25 accordés, il faudra alors calculer le montant journalier par jour de congé, soit :*

*$2400/25 = 96\text{€}$*

*Indemnité congé payés selon les 10 jours restant en solde :  $96 \times 10 = 960\text{€}$*

Nombre de votants : 18

Nombre de pour : 18

Nombre d'abstention : 0

Nombre de contre : 0



*La présente délibération est transmise à Monsieur le préfet de la Vienne. Elle fait l'objet d'une publicité par voie d'affichage au siège de l'établissement et par publication au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne*

Fait à Poitiers, le 13 mars 2025

Le président de l'ARB-NA Nouvelle-Aquitaine

Envoyé en préfecture le 19/03/2025

Reçu en préfecture le 19/03/2025

Publié le



ID : 086-200101012-20250313-DELIB60-DE